

Questions orales

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député pose plusieurs questions. Premièrement, la liste n'est pas une liste expurgée. Non seulement nous fournirons celle qu'il a demandée, mais nous ferons en sorte qu'elle soit aussi à jour que possible.

Deuxièmement, les projets sont proposés non seulement par les ministres régionaux mais également les ministères, les députés, les municipalités et un certain nombre d'organismes. On n'empêche personne de proposer des projets à financer.

LA LISTE DES PROJETS

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur le Président, il importe que le ministre soit franc avec les députés, car il y va de sa crédibilité. La notion même d'imputabilité est en jeu. Il s'agit ici d'une somme de 300 millions de dollars qui ont été puisés à même le trésor national et dont le gouvernement ne nous a pas rendu compte. Je pose la question au ministre dont la crédibilité est en cause—il nous a déjà affirmé que des 300 millions, on a dépensé 288 millions. Il nous a dit que 844 projets avaient été approuvés—mais pourquoi diable refuse-t-il de divulguer à la Chambre et à la population canadienne la liste de ces projets? Que cherche-t-il à cacher au juste?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je ne cherche pas à cacher quoi que ce soit. Comme je l'ai déjà expliqué à la Chambre hier, je compte fournir la liste des projets . . .

Une voix: Quand cela?

M. Roberts: Si le député qui vient de poser cette question avait été des nôtres hier, il aurait su que je me suis engagé à la déposer d'ici à lundi prochain, et peut-être même avant, si la chose se révèle possible. Je tiens à rappeler au député qui m'interroge qu'il ne s'agit pas simplement de ma crédibilité qui est mise en cause. Le député me fait quelque peu penser à la Reine Marie d'Autriche dont on raconte qu'elle a versé bien des larmes, mais qu'elle a cependant pris tout ce qu'on a bien voulu lui donner. Ainsi, d'une part, le député dénonce le programme devant ses collègues réunis à la Chambre, tandis que, de l'autre, il me demande, dans une lettre qu'il m'a envoyée en fait hier, de subventionner des projets dans sa circonscription en vertu de ce même programme.

LA SUBVENTION ACCORDÉE À COVENANT HOUSE, À TORONTO

L'hon. David Crombie (Rosedale): C'est également au ministre de l'Emploi et de l'Immigration que je m'adresse, monsieur le Président. Le 8 décembre 1983, le ministre le sait, l'honorable représentante libérale de York-Sud-Weston a fait paraître un communiqué pour annoncer qu'une subvention de \$230,000 était accordée à Covenant House, dans le centre-ville de Toronto dans la circonscription de Rosedale. L'honorable représentante avait apparemment négocié pour obtenir cette subvention au nom du ministre au cours des mois d'octobre et de novembre. A la même époque, je négociais moi-même avec les collaborateurs du ministre la mise en œuvre de 32 projets dans ma circonscription. Je puis donner au ministre l'assurance que durant tout ce temps, ni ses collaborateurs ni moi—j'ai vérifié ce matin—n'étions au courant de la caisse dont parle maintenant le ministre.

• (1420)

Pour tout dire, à mon insu, alors que je négociais la mise en œuvre de 32 projets dans ma propre circonscription, l'honorable représentante du York-Sud-Weston a réussi au nom du ministre à obtenir une subvention de \$230,000. Le ministre trouve-t-il le procédé honnête? Est-ce ainsi qu'il comprend la démocratie?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Si je réponds par la négative à la première partie de la question en disant que j'avais oublié ce communiqué, monsieur le Président, je dois néanmoins reconnaître que je me réjouis que l'honorable représentante l'ait publié. Le député cherche-t-il à nous dire qu'il aurait préféré que ce projet ne soit pas réalisé dans sa circonscription? Veut-il laisser entendre également que parce qu'il négocie lui-même avec des fonctionnaires la mise en œuvre de projets qu'il voudrait voir réaliser, les autres députés ne devraient pas discuter la possibilité de réaliser d'autres projets à Toronto? S'il en est ainsi, je trouve qu'il cherche à s'arroger un droit de veto auquel il ne saurait prétendre en tant que député.

LE RÔLE DES FONCTIONNAIRES

L'hon. David Crombie (Rosedale): Si le ministre veut bien comme je l'ai fait moi-même ce matin communiquer avec ses propres fonctionnaires à Toronto, il constatera que les trois qui s'occupent des projets de création d'emplois ignoraient, tout comme moi et les autres députés, l'existence de ces fonds auxquels le ministre et ses amis libéraux ont pu avoir accès. En somme, le ministre a fait fi de toute méthode de contrôle public. Trente-deux projets dans ma circonscription revêtaient beaucoup d'importance, comme il y en avait sans doute dans d'autres circonscriptions. Il ne devrait pas être nécessaire de connaître un ministre de la Couronne pour obtenir une subvention destinée à créer de l'emploi.

Des voix: Bravo!

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): C'est parce que je sais que le député qui a posé la question est très sérieux que je prends également au sérieux ses allégations, monsieur le Président. J'avoue que je serais fort surpris de constater, vérification faite, que les faits ne sont pas vraiment tels qu'il les a présentés à la Chambre, mais je vais néanmoins lui faire l'honneur de me renseigner.

LE PROGRAMME DE PROJETS SPÉCIAUX DE RELANCE—LE MONTANT DES DÉPENSES

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je voudrais attirer votre attention sur les projets spéciaux de relance. Dans son budget de l'année dernière, le ministre des Finances a dit que ces projets constituent l'essentiel du programme de relance. Il a dit hier que le gouvernement veillait à réaliser ces projets en priorité afin que les Canadiens en profitent au maximum. Étant donné qu'il a l'intention d'accélérer ces projets, le ministre veut-il nous expliquer pourquoi, d'après un rapport confidentiel de son ministère, seulement 396 des 625 millions affectés à ce projet ont été dépensés jusqu'ici? Pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour mettre ces projets en route alors que tant de Canadiens sont aux abois?